



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/2/SR.30
8 janvier 2007

Original: FRANÇAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Deuxième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 30^e SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le vendredi 6 octobre 2006, à 17 heures

Président: M. DE ALBA (Mexique)

SOMMAIRE

MISE EN APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME» (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Conseil seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 17 h 35.

MISE EN APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME» (point 2 de l'ordre du jour) (*suite*)

Conclusions ou décisions (A/HRC/2/L.2; A/HRC/2/L.3/Rev.1; A/HRC/2/L.4/Rev.1; A/HRC/2/L.5; A/HRC/2/L.6; A/HRC/2/L.7/Rev.1; A/HRC/2/L.8/Rev.1; A/HRC/2/L.9/Rev.1; A/HRC/2/L.12; A/HRC/2/L.13; A/HRC/2/L.14; A/HRC/2/L.15; A/HRC/2/L.16; A/HRC/2/L.17; A/HRC/2/L.18; A/HRC/2/L.19; A/HRC/2/L.20; A/HRC/2/L.21; A/HRC/2/L.22; A/HRC/2/L.23; A/HRC/2/L.24; A/HRC/2/L.25; A/HRC/2/L.26; A/HRC/2/L.27; A/HRC/2/L.28; A/HRC/2/L.29; A/HRC/2/L.30; A/HRC/2/L.31; A/HRC/2/L.32; A/HRC/2/L.33; A/HRC/2/L.34; A/HRC/2/L.35; A/HRC/2/L.36; A/HRC/2/L.37; A/HRC/2/L.38; A/HRC/2/L.39; A/HRC/2/L.40; A/HRC/2/L.41; A/HRC/2/L.42; A/HRC/2/L.43; A/HRC/2/L.44; A/HRC/2/L.45; A/HRC/2/L.46; et A/HRC/2/L.47)

1. Le PRÉSIDENT annonce que, malgré l'effort méritoire déployé par tous, marquant une réelle volonté de compromis, les consultations menées n'ont pas abouti. Il serait imprudent de forcer l'entente sur les questions délicates et complexes en jeu. Les décisions concernant les questions de fond et d'autres sujets à l'examen sont donc reportées à la reprise de la session, le 27 novembre 2006. Le Président dresse un bilan positif des travaux menés jusque-là par le Conseil, mettant en exergue le sérieux avec lequel un nombre important de questions délicates ont pu être abordées, et rappelle que plus de 40 rapports ont été examinés. Des changements sont intervenus, qui ont permis à un plus grand nombre d'États d'exposer leur point de vue ou de poser des questions, et qui ont vu la pleine participation des organisations non gouvernementales. La transparence des travaux a été mieux assurée, et le Conseil a adopté une pratique consistant à donner suite à ses propres recommandations et décisions. Le nombre élevé d'initiatives présentées, témoin du grand intérêt des délégations pour les questions de fond, contraint le Conseil à poursuivre les travaux de sa session en cours au mois de novembre. Le Président indique à cet égard que le Conseil devra mettre au point de nouvelles méthodes de travail pour mieux prévoir ses activités. Entre-temps, les travaux des deux groupes de travail chargés, l'un, de mettre au point les procédures de l'examen périodique universel et, l'autre, de mettre en œuvre le paragraphe 6 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale devront être officiellement mis en train, tout comme les consultations sur les nouvelles méthodes de travail et le futur programme de travail du Conseil, pour les mois suivants, mais aussi et surtout pour l'avenir au sens large.

2. M. ROGRIGUEZ CUADROS (Pérou), évoquant la période de transition que traverse le Conseil en cette deuxième session, dit que la recherche d'un équilibre entre tous ne doit pas se faire aux dépens de la protection des droits fondamentaux des victimes. Le Gouvernement péruvien déplore l'absence de résultats et réaffirme la nécessité pour le Conseil de se montrer à la hauteur de la mission qui lui a été confiée par l'Assemblée générale, en assurant la protection des victimes mieux que ne l'a fait la Commission, et en n'affaiblissant pas les mécanismes de protection. Face à l'absence de résultats en cette fin de deuxième session, le Pérou est d'avis que les méthodes de travail utilisées, à titre expérimental, ne se sont pas révélées efficaces et méritent donc d'être améliorées lors des sessions à venir.

3. M. CERDA (Argentine) se félicite des efforts que les membres du Conseil ont faits pour tenter de parvenir à une déclaration sur les questions de fond relatives aux droits de l'homme et espère que le Conseil pourra à l'avenir s'acquitter pleinement de son mandat. L'ajournement de la prise de décisions sur les projets de résolution et de décision ne devrait pas constituer un précédent autorisant le Conseil à éviter d'assumer ses responsabilités, mais rester une mesure exceptionnelle, surtout si l'on considère que plus de la moitié de ces projets ont été largement soutenus et approuvés par consensus. Il faudrait donc élaborer de nouvelles méthodes de travail plus efficaces en évitant des pratiques telles que le «donnant, donnant», qui sont contraires à l'esprit de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale. Enfin, au-delà des questions politiques, le Conseil doit accorder le plus haut rang dans l'ordre des priorités à l'examen des violations des droits de l'homme, où qu'elles se produisent.

4. M. GONZALEZ ARENAS (Uruguay), relevant que le Conseil trace une voie nouvelle mais cahoteuse, dit qu'il aurait souhaité que des résultats concrets soient obtenus et espère que tel sera le cas lors de la reprise de la session en novembre 2006, car ce sont les victimes de violations qui pâtissent de cette absence de résultats. Il est essentiel de revoir les méthodes de travail du Conseil afin que ses travaux soient plus efficaces mais aussi plus transparents et plus ouverts. Tous les pays doivent travailler dans un esprit d'engagement, de coopération et de dialogue car la défense des droits de l'homme est une valeur universelle et non l'apanage d'un pays, d'un groupe de pays ou d'un groupe régional.

5. M. FLORENCIO (Brésil) dit que le Brésil a soutenu avec enthousiasme la création du Conseil des droits de l'homme, qui représente une avancée fondamentale dans la promotion et la protection des droits de l'homme et témoigne que ces droits méritent le même statut que celui qui est accordé, au sein des Nations Unies, au maintien de la paix, à la sécurité internationale et au développement économique et social. Si toutes les délégations se sont efforcées de faire des propositions concrètes, il reste cependant à définir de nouvelles modalités pour traiter ces questions et la délégation brésilienne est prête à apporter tout son soutien aux deux groupes de travail qui s'y emploieront. En effet, si le Conseil ne fait pas preuve de la détermination nécessaire pour adopter de nouvelles méthodes telles que l'examen périodique universel, il risque de compromettre le travail accompli jusque-là pour réformer le système des droits de l'homme. Il se doit d'obtenir des résultats dignes d'éloges grâce à une révision en profondeur de ses méthodes de travail.

6. M. MAHAWAR (Inde) dit que le Conseil est dans une phase de transition et que les travaux de sa deuxième session s'inscrivent dans le cadre de la mise au point de son architecture. Cette session a été axée sur l'examen des rapports hérités de la Commission et les discussions qui ont eu lieu entre les mandataires et les parties prenantes sont des contributions utiles pour l'avenir. Le texte qui a été adopté permet le fonctionnement intérimaire des mécanismes et mandats et les deux groupes de travail ont engagé des travaux importants. Les projets de résolution et de décision qui seront examinés en novembre 2006 pourront recevoir toute l'attention qu'ils méritent car le Conseil a la possibilité de se réunir plus régulièrement que la Commission et donc de traiter dans des délais raisonnables les questions qui intéressent les délégations. Même s'il n'a pas été possible d'adopter une déclaration par consensus, le fait qu'un effort ait été fait en ce sens témoigne de l'esprit de compromis et d'accommodement qui devrait devenir caractéristique du Conseil. Enfin, la délégation indienne tient à souligner que les consultations officielles sur des questions de fond doivent se dérouler de manière transparente et ouverte, avec la participation de tous les États membres.

7. M. TICHENOR (Observateur des États-Unis d'Amérique), rappelant que les États-Unis ont joué un rôle prépondérant dans la création de l'ONU et de la Commission des droits de l'homme en 1945, se dit déçu de ce que le Conseil n'ait pas fait grand-chose pour protéger ces droits, puisque ses membres n'ont pas pu se mettre d'accord pour traiter de violations telles que celles commises au Soudan. En cette période de tension entre les différentes religions et cultures, le Conseil n'a pas su saisir cette occasion de promouvoir le dialogue afin de renforcer la compréhension et la tolérance, ni réaffirmer que la liberté d'expression et la liberté de la presse sont des éléments essentiels des libertés universelles. Alors qu'il a été fondé sur les principes de l'universalité, de l'objectivité et de la non-sélectivité, il n'a pas été à la hauteur de ses idéaux au cours de sa deuxième session. Il incombe en effet aux États qui sont véritablement attachés aux droits de l'homme non seulement de se faire les porte-parole des victimes de violations, mais aussi de protéger leurs droits. Les États-Unis et leurs partenaires dans le monde entier doivent œuvrer avec énergie et détermination pour réaliser cette noble tâche.

La séance est levée à 18 heures.
